



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation
58 Rue Notre-Dame de Lorette - 75009 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation

58 Rue Notre-Dame de Lorette - 75009 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'association Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les subventions d'exploitation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 28 mars 2025

KPMG SA

Erik

Boulois

Signature
numérique de
Erik Boulois
Date : 2025.03.28
09:50:06 +01'00'

Erik Boulois

Associé



COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

UNMFREO

58 rue Notre Dame de Lorette
75009 PARIS

SIRET 77566010300042

www.axcio.fr

AXCIO
18 rue de Madrid
75008 PARIS

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	288 576	197 407	91 169	6 539
	Autres immobilisations incorporelles (1)	99 169	11 647	87 522	
	Immobilisations incorporelles en cours	25 360		25 360	
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	3 318 285	2 192 102	1 126 183	1 376 007
	Constructions	4 857 604	4 475 576	382 028	95 982
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	3 153 746	301 948	2 851 798	102 438
	Immobilisations corporelles en cours				1 655 406
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	15 000	15 000		15 000
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	800 280		800 280	800 280
	Prêts	95 000	95 000		
	Autres immobilisations financières	29 316	10 000	19 316	19 058
TOTAL (I)		12 682 336	7 298 679	5 383 657	4 070 710
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				3 065
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 315 789	282 606	1 033 183	700 044
	Créances reçues par legs ou donations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres créances	576 596		576 596	1 530 844
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 983 470		1 983 470	2 836 449
	DISPONIBILITES	2 125 131		2 125 131	2 875 596
	Charges constatées d'avance	119 801		119 801	101 520
	TOTAL (II)	6 120 787	282 606	5 838 181	8 047 517
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		18 803 123	7 581 285	11 221 838	12 118 227
(1) dont droit au bail				19 316	19 058
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	5 000 000	5 000 000
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	3 736	3 736
	Autres		
	Report à nouveau	2 378 168	1 459 575
	Excédent ou déficit de l'exercice	(130 975)	918 593
	Total des fonds propres (situation nette)	7 250 929	7 381 904
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	46 698	54 772
	Provisions réglementées		
	Total des fonds propres	7 297 627	7 436 676
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	668 262	1 178 412
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		10 000
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	668 262	1 188 412
Provisions	Provisions pour risques	70 000	85 962
	Provisions pour charges	175 231	202 276
	Total des provisions	245 231	288 238
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	2 194 201	1 297 620
	Emprunts et dettes financières divers	1 450	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	279 058	278 340
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	407 018	1 628 940
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	128 990	
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	3 010 717	3 204 900
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		11 221 838	12 118 227
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(130 975,34)	918 593,15
(1) Dont à moins d'un an		897 855	1 953 131
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		2 076	

Compte de Résultat

1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	4 051 745	4 024 207
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	535 682	590 074
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	1 037 837	808 980
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	848 881	2 667 341
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	237 550	239 400
	Utilisations des fonds dédiés	552 457	
	Autres produits	75 313	231 035
Total des produits d'exploitation		7 339 466	8 561 038
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	2 937 134	3 019 694
	Aides financières	24 202	44 311
	Impôts, taxes et versements assimilés	280 533	272 458
	Salaires et traitements	2 390 543	2 246 143
	Charges sociales	1 031 343	986 332
	Dotation aux amortissements et dépréciations	335 881	307 217
	Dotation aux provisions		298 867
	Reports en fonds dédiés	32 307	1 188 412
	Autres charges	320 613	90 079
Total des charges d'exploitation		7 352 556	8 453 513
RESULTAT D'EXPLOITATION		(13 090)	107 525

Compte de Résultat

2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(13 090)	107 525
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	19 356	5 930
	Autres intérêts et produits assimilés	53 078	50 325
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		72 433	56 255
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	15 000	
	Intérêts et charges assimilées	73 316	13 395
	Différences négatives de change	29	4
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		88 345	13 399
RESULTAT FINANCIER		(15 911)	42 856
RESULTAT COURANT avant impôts		(29 001)	150 380
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	209 410	808 324
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	209 410	808 324
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	2 840	645
	Sur opérations en capital	292 506	28 155
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	295 346	28 800
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(85 936)	779 524
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		16 038	11 311
TOTAL DES PRODUITS		7 621 309	9 425 616
TOTAL DES CHARGES		7 752 285	8 507 023
EXCEDENT ou DEFICIT		(130 975)	918 593
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			236 541
TOTAL			236 541
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			236 541
TOTAL			236 541

Annexes



Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 11 221 838 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 7 621 309 euros et un total charges de 7 752 285 euros, dégageant ainsi une insuffisance de résultat de -130 975 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2024 et finit le 31/12/2024.
Il a une durée de 12 mois.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

L'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation a pour but notamment de :

1°) Représenter les associations adhérentes auprès des Pouvoirs Publics, des organismes professionnels et familiaux et tout autre organisme public ou privé sur le plan français, européen ou international, en particulier représenter les familles des associations des Maisons Familiales Rurales comme mouvement familial membre de l'Union Nationale des Associations Familiales.

2°) Définir et adapter les principes des Maisons Familiales Rurales et de garantir leur authenticité.

Ces principes sont principalement les suivants:

- Respect des droits de la responsabilité des familles en ce qui concerne l'éducation et la formation professionnelle générale, morale et sociale de leurs enfants ainsi que leur éducation religieuse conforme à la volonté de chacune d'elles.
- Responsabilité de l'Association de parents créée pour gérer la maison familiale, l'institut rural ou le centre.
- Répartition des élèves, apprentis ou stagiaires en groupes restreints.
- Formation des élèves, apprentis ou stagiaires assurée par l'alternance de séjour entre la maison familiale, l'institut ou le centre et leur famille ou un maître de stage.

3°) Provoquer la création de nouvelles associations et l'ouverture de nouveaux établissements de maisons familiales, instituts ruraux et centres.

4°) Rendre ou organiser tous services nécessaires aux maisons familiales, instituts ruraux et centres et mener toute action concernant le développement de l'éducation populaire en milieu rural et plus spécialement de l'éducation, l'orientation, la formation professionnelle, l'apprentissage, la formation continue, l'économie sociale et familiale, et l'éducation physique, le recrutement, la formation et le perfectionnement des cadres.

5°) Participer au développement rural et agricole et à l'animation du milieu rural sous toutes leur formes.

6°) Développer des relations avec les pays étrangers ou organismes internationaux et mener des actions de coopération et de solidarité pour le développement à l'étranger d'Institutions s'inspirant des principes des maisons familiales rurales.

7°) Assurer éventuellement toutes activités de caractère éducatif, social ou familial notamment des activités d'accueil et d'hébergement.

8°) Et de mener toutes autres actions intéressant le milieu rural.

Règles et Méthodes Comptables

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2024 élaborés et présentés conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France, et notamment le règlement de l'Autorité des Normes Comptables-ANC 2018-06 (Publication au JO du 30 décembre 2018) relativement aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

A défaut de dispositions spécifiques prévues au règlement ANC 2018-06, les dispositions du règlement ANC 2014-03 du 5 Juin 2014 (Publication au JO le 15 Octobre 2014) - relatif au Plan Comptable Général s'appliquent.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Immobilisations

En application des règlements comptables, les immobilisations inscrites à l'actif du bilan sont :

- identifiables,
- porteuses d'avantages économiques futurs,
- contrôlées par l'entité,
- évaluées de façon fiable.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires hors frais d'acquisition et d'emprunts, déduction faite des rabais, remises ou ristournes obtenus) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue des biens :

- Logiciel : 3 ans
- Site internet : 5 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- Matériel de bureau : 5 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Ensemble immobiliers : 10 à 40 ans

Lorsque des indices de perte de valeur apparaissent, une provision pour dépréciation des immobilisations est constituée, si la valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable.

Règles et Méthodes Comptables

Immobilisations Financières

La valeur brute des titres de participation correspond à leur coût d'acquisition historique.

En fin de période, les titres de participation sont, le cas échéant provisionnés, par comparaison entre la valeur d'inventaire des titres et la valeur brute.

Créances et dettes

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Méthode de dépréciation des créances clients :

Créances diverses :

- 100% pour les créances datant d'un an et plus,

Créances cotisations :

- 50% pour les créances datant d'un an à deux ans
- 100% pour les créances datant de plus de deux ans,

Cotisations

Les cotisations sont enregistrées en produit lors de l'appel de ces dernières.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les titres de placements sont valorisés à leur coût d'acquisition. En cas de moins-value latente en fin de période, une provision pour dépréciation est comptabilisée correspondant à la perte latente.

Indemnités de fin de carrière

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe. De plus, les engagements retraites sont comptabilisés en provision en totalité pour les actifs et les retraités, conduisant à une meilleure information. La comptabilisation dans les comptes est la méthode préférentielle selon l'article 335-1 du règlement CRC 99-03 relatif au Plan Comptable Général.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3.38%
- Taux de croissance des salaires : 2%
- Taux de charges sociales : 48.80%
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 2.28%
- Table de taux de mortalité : INSEE 2009-2011

Règles et Méthodes Comptables

Elles sont comptabilisées en provision pour risques et charges à hauteur de 175K€.

Leur évaluation prend en compte l'ensemble du personnel et leur ancienneté dans le réseau MFR conformément à la convention collective de la branche MFR.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	194 322		218 783			413 105
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	194 322		218 783			413 105
CORPORELLES	Terrains	4 319 706				1 001 421	3 318 285
	Constructions sur sol propre	4 636 494		246 752		25 643	4 857 604
	sur sol d'autrui						
	instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	101 474		2 927 890			3 029 364
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	113 574		10 808			124 383
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours	1 655 406			1 655 406		
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		10 826 655		3 185 451	1 655 406	1 027 064	11 329 635
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	15 000					15 000
	Autres titres immobilisés	800 280					800 280
	Prêts et autres immobilisations financières	124 058		258			124 316
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		939 338		258		
TOTAL		11 960 314		3 404 492	1 655 406	1 027 064	12 682 336

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	187 783	21 270		209 053
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	187 783	21 270		209 053
CORPORELLES	Terrains	2 821 612	79 405	708 915	2 192 102
	Constructions sur sol propre	4 540 512	27 967	92 903	4 475 576
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	25 127	172 922		198 049
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	87 482	19 224	2 808	103 899
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		7 474 734	299 518	804 626	6 969 626
TOTAL		7 662 517	320 788	804 626	7 178 679

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	202 276		27 045	175 231
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	85 962		15 962	70 000
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	288 238		43 007	245 231
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations				
	incorporelles				
	corporelles	122 087		122 087	
	legs ou donations				
	des titres mis en équivalence				
	titres de participation		15 000		15 000
	autres immo. financières	105 000			105 000
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	269 902	85 161	72 457	282 606
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	496 989	100 161	194 544	402 606
TOTAL GENERAL		785 227	100 161	237 550	647 837
Dont dotations et reprises			85 161 15 000	237 550	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	95 000	95 000	
	Autres immobilisations financières	29 316	29 316	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	1 315 789	1 315 789	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	2 905	2 905	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	108	108	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	49 831	49 831	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	523 751	523 751	
	Charges constatées d'avance	119 801	119 801	
	TOTAL DES CREANCES	2 136 501	2 136 501	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	2 076	2 076		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	2 192 125	79 042	345 246	1 767 837
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	279 058	279 058		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	144 597	144 597		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	234 787	234 787		
	Impôts sur les bénéfices	16 038	16 038		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	11 596	11 596		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées	1 450	1 450		
	Autres dettes	128 990	128 990		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	3 010 717	897 634	345 246	1 767 837
Emprunts souscrits en cours d'exercice		894 505			
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	5 000 000				5 000 000
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	3 736				3 736
Autres réserves					
Report à nouveau	1 459 575	918 593			2 378 168
Excédent ou déficit de l'exercice	918 593	(918 593)		130 975	(130 975)
Situation nette	7 381 904			130 975	7 250 929
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	54 772			8 074	46 698
Provisions réglementées					
TOTAL	7 436 676			139 049	7 297 627

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Cf.état Subventions d'exploitation	1 178 412	32 307	542 457			668 262	
Contributions financières d'autres org.							
Cf.état Contrib.financières d'autres org.	10 000		10 000				
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	1 188 412	32 307	552 457			668 262	

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			119 801
CCA Siège		119 801	
CCA Maurecourt			
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			119 801

Les charges constatées d'avance comptabilisées en fin d'exercice se sont élevées à 119801 €. Elles correspondent à des charges ordinaires liées au fonctionnement normal de l'Union.

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION PCA projets internationaux PCA Siège			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			

Concours publics et subventions

31/12/2024	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics						
Subventions d'exploitation	17 485	607 441			223 956	848 881
Subventions d'investissement						
TOTAL	17 485	607 441			223 956	848 881

Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
Subventions ministère de l'agriculture		403 534	
Subvention UNAF		83 765	
Subvention Diverses		120 141	
Subvention Ressources SRJT		11 000	
Subvention ARQ		164 436	
Subvention 100% inclusion		21 135	
Subvention Ressources Praline		26 694	
Subvention EMA AFD		691	
Subvention UE		17 485	
Totalisation		848 881	

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2024	31/12/2023
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES		236 541
		236 541
Total		236 541

Répartition par nature de charges	31/12/2024	31/12/2023
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES		236 541
		236 541
Total		236 541

Charges à payer

		31/12/2024
Total des Charges à payer		336 522
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		146 218
FOURNISSEURS FACT NON PARVENUES	146 218	
Dettes fiscales et sociales		190 304
DETTES PROV POUR C.PAYES SIEGE	127 124	
ORG SOCIAUX CHARGES . PAYER SIEGE	63 180	

Produits à recevoir

		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		356 512
Autres créances		356 512
SUBVENTIONS A RECEVOIR	49 831	
PRODUITS A REC PARIS	258 608	
INTERETS COURUS . RECEVOIR	48 072	

Annexe au Bilan

Engagements hors bilan

Cautions simples accordées par le Conseil d'Administration de l'Union Nationale au profit d'Associations dont l'immeuble est propriété de l'Union.

- Au 31/12/2024: 255 890€
- Au 31/12/2023: 255 890 €

Cautions hypothécaires accordées par le Conseil d'Administration de l'Union Nationale au profit d'Associations dont l'immeuble est propriété de l'Union.

- Association Maison Familiale du Moulin de la Planche
Route de Saclas – 91 150 Ormoy la Rivière
- Association Maison Familiale Coquereaumont,
1888 route de Coquereaumont – 76 690 ST GEORGES

Sur les propriétés d'Ormoy, une convention signée avec le Conseil Régional stipule qu'en cas de mise en vente, la région pourra récupérer le produit de la cession à due proportion de sa participation au coût du projet, soit 51,22%.

Engagements donnés :

L'Union Nationale a acquis, en date du 27 septembre 2007, une propriété appartenant à la commune de MOIRANS (38) au lieudit « Le Vergeron ».

Cette propriété était occupée, dans le cadre d'un bail à construction, par l'association du Centre de Formation et de Promotion de MOIRANS.

A l'occasion de cette acquisition, l'Union Nationale a repris le bail la liant désormais au CFP de MOIRANS. Ledit bail expire le 1^{er} novembre 2041.

Dettes garanties par des sûretés réelles :

La récapitulation des dettes garanties par des sûretés réelles (hypothèques et nantissement) se présente comme suit en fin d'exercice :

- Emprunt auprès des établissements de crédit : 0 €
- Rappel au 31/12/2023 : 0 €

Annexe au Bilan

Effectifs :

L'effectif de l'UNMFREO est de 35 salariés. Ce dernier se décompose ainsi :

Effectifs	35
Cadres	29
Employés	6

Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes relatifs au contrôle légal des comptes annuels et l'attestation sur la représentativité s'élèvent pour l'exercice écoulé à : 30 000 € TTC.

Contribution volontaires en nature 2024

L'UNMFREO ne bénéficie d'aucune contribution volontaire au titre du bénévolat pour l'exercice 2024.

Informations sur les opérations et engagements envers les dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 21 270 € en 2024.

Eléments significatifs survenus au cours de l'exercice

L'Union nationale a engagé en juin 2023 la rénovation totale de son siège au 58 Rue Notre Dame de Lorette, les travaux se sont terminés en mai 2024, impliquant des charges de déménagement et d'installation propres au projet.

Concernant le site de Fauverney, propriété de l'Union Nationale, la municipalité s'étant portée acquéreur du site. Le conseil d'administration a validé la proposition de la mairie de Fauverney, au prix de 200 000€. Une promesse de vente était en signature entre les parties au 31 décembre 2023, la vente a bien eu lieu 2024.

Concernant les fonds du dialogue social, jusque-là gérés par l'UNMFR. Les dispositions réglementaires ne permettant plus le portage par l'UNMFR de la gestion de ces fonds, une association (ACGFPMFR) a été créée en 2024. Par cela, les charges portées par l'UNMFR dans le cadre du Dialogue social de la branche ont été refacturées à cette nouvelle association.

Eléments postérieurs à la clôture

Le Conseil d'administration de l'Union Nationale des MFR, après avoir pris connaissance des projets de la Fondation des MFR dans le monde, a décidé à la majorité, avec une abstention, d'utiliser le résultat excédentaire réalisé par l'Union lors de l'exercice 2023 pour verser à la Fondation des MFR dans le monde une aide exceptionnelle d'un montant de 250 000 € dans l'optique de renforcer les fonds propres de la Fondation des MFR dans le Monde.

